

En Egypte, l'industrie pharmaceutique est en crise

Les firmes, importatrices à presque 100 %, sont pénalisées par le dollar fort et les prix réglementés

LE CAIRE - envoyée spéciale

L'Egypte, a connu une nouvelle vague de pénurie de médicaments, fin décembre 2017. Dans les pharmacies, la pénicilline injectable et une douzaine d'autres médicaments sans substituts, destinés à soigner la maladie de Parkinson ou des affections cardiaques, hépatiques et rénales, ont disparu des rayons. Une situation devenue courante dans le pays, depuis 2016, où circulent régulièrement les images d'égyptiens faisant la queue devant des pharmacies vides et les appels désespérés aux dons d'hôpitaux. La dépréciation de la livre égyptienne (LE) et son flottement face au dollar en novembre 2016 ont affecté le secteur pharmaceutique, qui importe plus de 90 % de ses matières premières.

« En Egypte, on fabrique des produits finis : 100 % des principes actifs sont importés, de même que le matériel comme les emballages et les machines et les pièces de rechange », explique Gamal El-Leithy, le PDG de Future Pharmaceutical Industries. A la tête de 500 salariés, il produit ses propres antibiotiques, antidiabétiques ou traitements gastro-intestinaux, et sous-traite une partie de la production locale de multinationales comme le suisse Novartis, le français Sanofi ou l'indien SUN.

Vingt-deux multinationales (55 % du marché), onze groupes publics (5 %), 14 000 entreprises et 140 usines de production locales se partagent ce marché de 60 mil-

liards de LE (27 milliards d'euros), qui emploie 300 000 personnes. Avec une population de 97 millions d'habitants et un taux de natalité de 2 % par an, l'Egypte - déjà l'un des plus grands du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord - a un fort potentiel de croissance et d'attrait pour les investisseurs.

Mais le dollar fort, passé de 8,8 LE à 18 LE, a contraint plusieurs entreprises à arrêter des lignes de production. « Entre novembre 2016 et janvier 2017, on a tous souffert. La production a baissé de 30 à 40 %, car on ne pouvait plus importer. Une société américaine de produits ophtalmologiques a fermé. Les autres ont réduit les dépenses », explique M. El-Leithy.

« Restructurer tout le secteur »

Les pénuries ont touché des produits vitaux, comme les traitements pour le cancer ou les vaccins. Les hôpitaux ont commencé à refuser des patients et les listes d'attente se sont allongées de plusieurs mois, notamment dans les centres de cardiologie. Les médecins ont lancé des campagnes sur les réseaux sociaux pour réunir des dons et acheter des médicaments. « La pénurie n'a pas été totale, car le gouvernement a pris des mesures, comme débloquer 200 millions de dollars [160 millions d'euros] pour importer ces produits, mais c'est une goutte d'eau à la mer », ajoute le PDG de Future Pharmaceutical Industries. A ses yeux, le problème n'est pas le flottement de la LE - « une mesure qu'on réclamait » - , mais la

Les pénuries ont touché des produits vitaux, comme les traitements pour le cancer ou les vaccins

crise structurelle et ancienne du secteur pharmaceutique. Les entreprises n'ont pas pu pérenniser la hausse du coût des matières premières sur les prix de vente des médicaments, soumis à une tarification réglementée du ministère de la santé. Les hausses de prix consenties par le gouvernement sont jugées insuffisantes. En mai 2016, les traitements de moins de 30 LE ont été augmentés de 30 % et, en janvier 2017, le ministère a autorisé une hausse de prix de 15 % à 20 % en moyenne pour 3 000 des 12 000 médicaments commercialisés dans le pays.

« Il nous faut une ou deux autres vagues d'augmentation. Entre 40 % et 50 % des entreprises sont toujours au seuil critique », affirme Gamal El-Leithy. Les entreprises ont demandé une hausse des prix indexée sur l'inflation, qui a atteint un pic de 35 % en juillet 2017. Elle le sera-t-elle refusée. « On comprend la position du ministère qui dit que les gens souffrent, mais les entreprises souffrent aussi et, finalement, il n'y a plus de médicaments. La solution

est de trouver le prix du marché et d'aider les gens à payer les médicaments », dit-il encore.

Le projet de loi portant sur la création d'une assurance-maladie universelle, débattue au Parlement depuis novembre 2017, va dans ce sens. Mahmoud Fouad, président du Centre égyptien pour le droit à la médication Ibn Sina, attend cette loi depuis quinze ans. Quelque « 58 % des Egyptiens ont une sécurité sociale, mais beaucoup de gens sans con-

trat ou des nères seules n'en ont pas. Cela contribue à la diffusion de maladies », dit-il, citant le chiffre de 22 % d'égyptiens atteints d'une hépatite, selon l'Organisation mondiale de la santé. Le coût de cette assurance est estimé à 160 milliards de dollars pour 100 millions d'égyptiens. Une combinaison de recettes tirées de l'impôt sur le revenu, de taxes des usines polluantes ou de taxes sur le tabac est envisagée. « L'assurance sera d'abord offerte dans cinq gouvernorats, puis étendue à trois autres chaque année, pour couvrir tout le pays en quinze ans », croit savoir M. Fouad.

« Ce n'est pas assez. Il faut restructurer tout le secteur de la santé. Pour pouvoir être couvert par l'assurance santé quand on est hospitalisé, il faut que l'établissement hospitalier en question ait une certification ISO que seuls 5 sur 150 ont », dit M. Fouad. Les dépenses de santé (moins de 2 % du budget de l'Etat) sont insuffisantes.

Les laboratoires pharmaceutiques plaident, eux aussi, pour une

restructuration du secteur. « Il faut trois à cinq ans pour enregistrer un médicament, et cela peut prendre deux ans pour la tarification », dit M. El-Leithy. Les industriels souhaitent donc la décision du gouvernement de créer une autorité médicale égyptienne, la première instance indépendante de régulation du secteur. Ils pensent que le principal objectif d'une restructuration doit être de développer la production locale de principes actifs.

« Ce doit être un objectif national. Le bureau du président, les ministères et l'armée doivent s'unir pour développer cette production et sécuriser des débouchés en Afrique, dans les pays arabes et en Europe, la Chine, la Thaïlande ou l'Iran produisant à des prix bien plus bas. L'entrepreneur égyptien ne voit pas l'arrivée de l'armée dans le secteur comme un problème. Ce n'est pas l'avis de tous. « On espère que l'armée ne va pas s'engager dans le secteur », plaide Ahmed Farouk Chaaban, à la tête du syndicat des pharmaciens. Après avoir pris en charge l'importation de lait maternel lors des pénuries de 2016, l'armée projette d'ouvrir six sociétés pharmaceutiques. Le responsable syndical préférerait, lui, que les entreprises étrangères investissent davantage en Egypte.

« Nous aimerions que des pays comme la France coopèrent davantage avec des firmes égyptiennes dans le secteur de la recherche et développement pour produire localement », dit M. Chaaban. ■

HÉLÈNE SALLON

LES CHIFFRES

60 %

C'est la part des Egyptiens qui ont moins de 30 ans. La moyenne d'âge de la population est inférieure à 25 ans. L'espérance de vie était de 71,3 ans en 2015, contre 67 ans en 1990.

40 %

C'est le taux de décès imputables aux maladies cardiovasculaires, première cause de mortalité, en 2014. L'obésité est en progression constante (près de 70 % des Egyptiens sont en surpoids), le diabète touchait 16,5 millions de personnes en 2015 et l'hypertension touchait 40 % de la population en 2012.

60 %

C'est, environ, la part de la population théoriquement couverte par l'assurance-maladie égyptienne (publique). Quelque 30 % des Egyptiens cotisent en plus à des régimes privés. A l'inverse, un quart de la population n'a pas de couverture santé.